

Liquidation judiciaire des éditions CARNETS NORD

Le **2 octobre 2019**, la maison d'édition CARNETS NORD (SARL, nom commercial : CARNETS NORD) a été mise en liquidation judiciaire par jugement du Tribunal de commerce de Paris.

Si vous êtes auteur des éditions CARNETS NORD, nous vous conseillons vivement, pour tenter de récupérer vos montants de droits d'auteur, de déclarer votre créance (c'est-à-dire le montant de droits impayés), auprès du mandataire judiciaire, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au BODACC du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, soit au plus tard le 2 décembre 2019. Il est important que vous précisiez que votre créance est une créance privilégiée conformément aux dispositions de l'article L. 131-8 du Code de la propriété intellectuelle.

Si vous n'avez pas reçu vos redditions de comptes, il est impératif de mettre en demeure le liquidateur de vous l'adresser pour le compte de l'éditeur. Dans l'intervalle, vous pourrez déclarer une estimation de votre créance avec la mention suivante : « *sauf à parfaire, conformément au dernier relevé de comptes dû* ». Vous pouvez vous référer aux redditions de comptes des années précédentes et/ou, pour les auteurs membres de la SGDL, venir consulter la base de données GFK à l'hôtel de Massa afin d'évaluer cette créance.

Le juge commissaire en charge de cette procédure est Monsieur Philippe Charpy.

Maître Florence Daudé, de la SCP Brouard-Daudé, est nommée mandataire liquidateur des éditions CARNETS NORD. Le cabinet est situé au 34 rue Saint-Anne, 75001 Paris.

Cette procédure judiciaire a pour but d'honorer le plus de créances possible en vendant les actifs de la société avant de la liquider.

Par ailleurs, il vous est possible d'obtenir la résiliation de votre contrat d'édition et donc de récupérer vos droits sur votre œuvre, conformément aux dispositions de l'article L. 132-15 du Code de la propriété intellectuelle.

Enfin, le mandataire liquidateur a l'obligation de vous proposer le rachat des exemplaires en stock, conformément aux dispositions de l'article L. 132-15 du Code de la propriété intellectuelle. Vous pourrez donc racheter, si vous le souhaitez, une partie ou l'intégralité du stock restant à un prix fixé par le mandataire liquidateur.

Nous vous conseillons d'adresser une lettre recommandée avec accusé de réception à Maître Florence Daudé dans les plus brefs délais, afin de :

- i) Déclarer votre créance ;
- ii) Obtenir, si vous le souhaitez, la résiliation de votre contrat d'édition ; et
- iii) Solliciter, si vous le souhaitez, le rachat des exemplaires en stock.
